



**Table ronde nationale sur  
l'environnement et l'économie**

**Rapport annuel  
2006–2007**



Table ronde nationale  
sur l'environnement  
et l'économie

National Round Table  
on the Environment  
and the Economy



**Canada**

## Membres de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE)

(Du 1<sup>er</sup> avril 2006 au 31 mars 2007)

### Président

Glen Murray  
Toronto (Ontario)

### Vice-président

David Kerr  
Toronto (Ontario)

### Vice-présidente

Edythe A. Marcoux  
Gibsons (Colombie-Britannique)  
- Jusqu'au 15 février 2007

Elyse Allan

Présidente et première dirigeante  
GE Canada  
Toronto (Ontario) - Jusqu'au 15 février 2007

David V.J. Bell

Professeur honoraire  
Chercheur principal et ancien doyen  
Faculté d'études environnementales, Université York  
Toronto (Ontario) - Jusqu'au 29 mai 2006

Janet L.R. Benjamin

North Vancouver (Colombie-Britannique)  
- À partir du 8 novembre 2006

Katherine M. Bergman

Doyenne, faculté des sciences  
Université de Regina  
Regina (Saskatchewan) - Jusqu'au 15 février 2007

Pauline Browes

Toronto (Ontario) - À partir du 8 décembre 2006

Wendy L. Carter

Vancouver (Colombie-Britannique)  
- Jusqu'au 29 mai 2006

David Chernushenko

Président  
Green & Gold Inc.  
Ottawa, Ontario - À partir du 9 novembre 2006

Linda Coady

Vice-présidente, durabilité  
Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
- Jusqu'au 13 juillet 2006

Richard Drouin

Avocat chez McCarthy Tétrault  
Montréal (Québec)

Timothy R. Haig

Président et premier dirigeant  
BIOX Corporation  
Vice-président (ex-président)  
L'Association canadienne des carburants renouvelables  
Oakville (Ontario)  
- À partir du 9 novembre 2006

Mark Jaccard

Professeur, School of Resource and Environmental Management  
Université Simon Fraser  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
- À partir du 9 novembre 2006

Stephen Kakfwi

Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)

Manon Laporte

Présidente-directrice générale  
Enviro-Access  
Sherbrooke (Québec) - Jusqu'au 15 février 2007

Audrey McLaughlin

Whitehorse (Yukon) - Jusqu'au 15 février 2007

Patrice Merrin Best

Président-directeur général  
Luscar Limited  
Edmonton (Alberta)  
- Jusqu'au 30 septembre 2006

Alfred Pilon

Secrétaire général  
Office franco-québécois pour la jeunesse  
Montréal (Québec) - Jusqu'au 29 mai 2006

Darren Allan Riggs

Directeur du marketing et des ventes  
Superior Sanitation Services Ltd.  
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)  
- Jusqu'au 15 février 2007

Keith Stoodley

Vice-président  
Ocean Touch  
Paradise (Terre-Neuve-et-Labrador)  
- Jusqu'au 9 juin 2006

Sheila Watt-Cloutier

Iqaluit (Nunavut)

Steve Williams

Chef des opérations  
Suncor Energy Inc.  
Calgary (Alberta)

Président et premier dirigeant par intérim

Alexander Wood

## Secrétariat de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE)

Président et premier dirigeant par intérim

Alexander Wood

Adjointe exécutive du président et premier dirigeant par intérim

Hélène Sutton

Conseillère principale en politiques

Jill Baker

Conseillers en politiques

Alex Long

David Myers

Erik Sparling

Directrice des opérations

Lisa Woodward

Secrétaire générale

Sara Melamed

Agente, Projets spéciaux

Maria Dilay

Gestionnaire des communications

Moira Forrest

Conseiller en communications par intérim et agent d'applications Internet

Edwin Smith

Éditique

Kindi Chana

Coordonnatrice des communications

Tania Tremblay

Gestionnaire du fonds d'information documentaire

Phyllis Leonard

Spécialiste de l'information

Tyler Palamar

Gestionnaire de bureau

Cathy Heroux

Technologie de l'information et soutien à la clientèle

Kevin Trudeau

Gestionnaire, Finances et administration

Jim McLachlan

Agent, Finances et administration

Blair Caron

Adjointe, Finances et administration

Denise Diné-Larivière

Commis, Finances et administration

Linda Charbonneau

Administratrice des contrats

Denise Johnston

Adjointes administratives

Denise Edwards

Isabella Kavafian

Tara Ryan



## Lettre du président et du premier dirigeant

Juillet 2007

Monsieur le Ministre,

Nous avons le plaisir de vous présenter le Rapport annuel 2006–2007 de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE).

En juin 2006, la TRNEE a formulé des conclusions et des conseils au gouvernement quant à une stratégie à long terme en matière de changement climatique et d'énergie. Cette stratégie se fondait sur un scénario élaboré par la TRNEE et qui examinait comment, d'ici à 2050, le Canada pourrait être en mesure de combler les besoins énergétiques d'une économie en croissance, de parvenir à une diminution importante des émissions de gaz carbonique et d'améliorer la qualité de l'air. Nous avons ensuite mené une initiative nationale d'information dans neuf villes du Canada pour encourager la sensibilisation et recueillir des réactions à nos conseils.

Depuis lors, nous avons axé nos efforts sur la formulation de conseils sur la réduction des gaz à effet de serre (GES) et des émissions polluantes pour soutenir le Programme réglementaire sur la qualité de l'air.

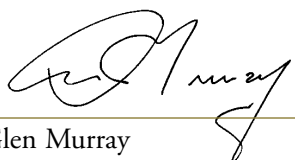
Parallèlement à notre travail sur la *Loi sur la qualité de l'air* au Canada et en partenariat avec d'autres organisations, nous poursuivons notre étude pour voir comment les Canadiens peuvent s'adapter aux changements climatiques qui touchent particulièrement les régions nordiques de notre pays.

Au fil des ans, la TRNEE a approfondi son expertise, ce qui nous rend en mesure de contribuer de manière unique et substantielle à la performance du Canada. Nous nous engageons à maintenir le cap sur notre mandat et à aider le gouvernement fédéral à relever le défi du développement durable en 2007 et dans les années à venir.

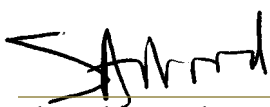
C'est avec plaisir que nous continuerons de communiquer à votre bureau des renseignements et des conseils à jour tout au long de l'exercice 2007-2008.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Président,

  
Glen Murray

Président et premier dirigeant par intérim,

  
Alexander Wood

## Table des matières

La TRNEE : aperçu.....	3
L'année en bref.....	4
Communications et publications.....	6
Perspectives d'avenir.....	7
Énoncé de la responsabilité de la direction à l'égard des états financiers.....	9
Rapport du vérificateur.....	10
État de la situation financière.....	11
État des résultats.....	12
État de l'avoir du Canada.....	13
État des flux de trésorerie.....	14
Notes aux états financiers.....	15



Table ronde nationale  
sur l'environnement  
et l'économie

National Round Table  
on the Environment  
and the Economy

## La TRNEE : un aperçu

### Qui sommes nous?

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) se consacre à l'exploration de nouvelles occasions d'intégrer la conservation de l'environnement et le développement économique en vue d'assurer la prospérité et l'avenir du Canada.

Forts des connaissances et de l'expérience de nos membres, nous avons la mission de générer et de promouvoir des façons innovatrices de faire avancer, ensemble, les intérêts environnementaux et économiques du Canada plutôt qu'isolément. À ce titre, TRNEE examine les répercussions environnementales et économiques d'enjeux prioritaires et formule des conseils sur la meilleure façon de concilier des intérêts bien souvent opposés en matière de prospérité économique et de conservation environnementale.

La TRNEE a été créée par le gouvernement du Canada en octobre 1988. Le caractère indépendant de son rôle et de son mandat est garanti par la *Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie*, qui a été adoptée par la Chambre des communes en mai 1993. Nommés par le gouverneur en conseil, les membres de la TRNEE sont des leaders reconnus du milieu des affaires, des syndicats, des universités, des organismes environnementaux, des collectivités autochtones et des municipalités.

### Notre mode de fonctionnement

La TRNEE a été constituée en table ronde de manière à favoriser les échanges d'idées. En offrant à ses membres une tribune privilégiée, la TRNEE contribue à concilier des positions traditionnellement opposées.

La TRNEE est également le siège de la formation de coalitions puisqu'elle sollicite la participation d'organismes qui partagent sa vision du développement durable. Nous croyons fermement que l'affiliation à des partenaires qui partagent nos opinions ne peut que favoriser la créativité et ouvrir la voie au succès.

Enfin, la TRNEE se fait le promoteur de changements positifs en sensibilisant les Canadiens et les Canadiennes et leurs gouvernements aux défis du développement durable, et en faisant valoir des solutions viables.

Grâce aux efforts de notre secrétariat, nous pouvons commander et analyser les recherches dont nos membres ont besoin dans l'exécution de leurs tâches. Le secrétariat fournit également un appui administratif aux membres et participe aux activités de promotion et de communication de la TRNEE.

## L'année en bref

### Activités de la TRNEE

#### Réunions

Les membres de la TRNEE se réunissent quatre fois par an pour faire le point sur les travaux de l'organisme, établir les priorités et lancer de nouvelles activités. Au cours de l'année, les membres se sont réunis à Ottawa (Ontario) en mai, août et novembre 2006 et en février 2007.

Une réunion supplémentaire s'est déroulée le 28 mars 2007. Cette réunion plénière avait pour but de se concentrer sur le contenu du rapport provisoire du programme relatif à la *Loi sur la qualité de l'air* avant de le remettre au ministre de l'Environnement.

Le comité exécutif de la TRNEE a organisé cinq réunions qui se sont déroulées en avril, juillet et octobre 2006, puis en janvier et en mars 2007.

#### Secteurs de programme

Fortes des connaissances et de l'expérience de ses membres qui lui confère une composition diversifiée, la TRNEE étudie les implications environnementales et économiques des enjeux prioritaires et elle formule des conseils indépendants quant aux meilleures façons de relever les défis et de saisir les occasions qui se présentent. Les activités de la TRNEE ont un rapport direct avec les intérêts nationaux du Canada et avec les objectifs du gouvernement de construire une économie globalement compétitive, durable et innovatrice sur le plan technologique.

Durant l'année 2006–2007, la TRNEE a centré ses efforts sur plusieurs domaines et elle a donné des conseils au gouvernement du Canada sur des défis à long terme liés à l'énergie et au changement climatique. Les domaines abordés par la TRNEE dans son programme sont brièvement décrits, ci-après.

### Énergie et changement climatique

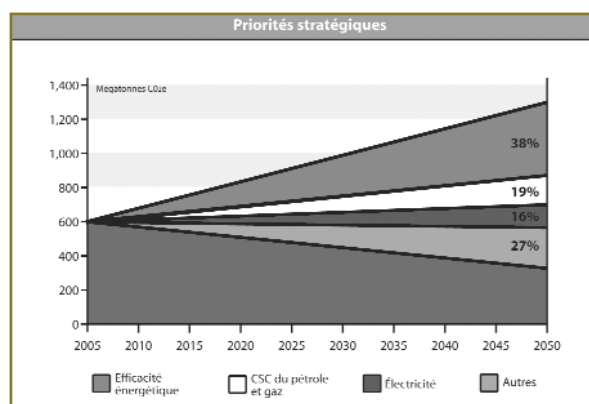
**Objectif :** *Prodiguer des conseils sur une stratégie à long terme sur l'énergie et le changement climatique pour le Canada.*

#### Note d'information de la TRNEE

En juin 2006, la TRNEE a présenté des conclusions et des conseils au gouvernement quant à une stratégie à long terme en matière de changement climatique et d'énergie. Cette stratégie se fondait sur un scénario élaboré par la TRNEE et qui examinait comment, d'ici à 2050, le Canada pourrait être en mesure de combler les besoins énergétiques d'une économie en croissance, de parvenir à une diminution importante des émissions de gaz carbonique et d'améliorer la qualité de l'air au Canada.

Les *Conseils sur une stratégie à long terme en matière d'énergie et de changement climatique pour le Canada* portaient sur deux questions :

- Comment le Canada peut-il protéger et accroître son intérêt national quant aux enjeux relatifs à l'énergie et au changement climatique entre aujourd'hui et 2050?
- Que devons-nous faire aujourd'hui pour atteindre cet objectif à long terme?



La TRNEE a examiné si les technologies existantes (ou qui existeront à court terme) suffisent pour réduire de 60 %, d'ici 2050, les émissions de gaz à effet de serre provenant de sources énergétiques tout en répondant aux besoins énergétiques de

l'accroissement démographique soutenu, de la productivité du travail et du PIB par habitant. L'étude a montré que cette réduction n'est possible que si le Canada accroît simultanément son rendement énergétique et réduit l'intensité carbonique provenant de la production d'énergie.

Un exemplaire de la note d'information de la TRNEE peut être téléchargé à l'adresse <http://www.nrtee-trnee.ca>.

### Initiative de sensibilisation

Du 6 novembre au 7 décembre 2006, la TRNEE a tenu dix séances de sensibilisation d'une journée dans neuf villes canadiennes. Ces séances visaient à présenter les conclusions de la note d'information, publiée en juin 2006, à divers intervenants avertis de différentes régions. Les participants ont exprimé leurs opinions sur l'approche globale de la TRNEE à l'égard des questions relatives à l'énergie, au changement climatique, et aux trois priorités stratégiques présentées dans la note d'information, soit le rendement énergétique, la production d'énergie (captage et stockage du carbone) et la production d'électricité.

En mars 2007, la TRNEE a présenté un résumé des résultats de ses séances de sensibilisation au ministre fédéral de l'Environnement.

### Rôle international du Canada en matière de changement climatique

À la suite de la demande du gouvernement pour des conseils sur les questions relatives à l'énergie, au changement climatique et aux défis que le Canada doit affronter, la TRNEE a également examiné le rôle international du Canada en matière de changement climatique.

La TRNEE s'est concentrée sur trois secteurs :

- L'intégration des objectifs de changement climatique dans la politique étrangère du Canada, des objectifs liés au commerce et à l'aide extérieurs.
- La création de liens entre le marché émergent du carbone au Canada et les marchés internationaux existants ou nouveaux, et la conception de moyens pour préparer les futurs marchés mondiaux du carbone en recourant à des instruments nationaux et à des initiatives internationales.

- La maximisation des débouchés commerciaux, surtout en élaborant une stratégie de promotion des exportations de technologies canadiennes qui ont trait au changement climatique.

Cette *note d'information* a été publiée en octobre 2006.

### Marchés financiers et durabilité

**Objectif :** Examiner la relation entre les marchés financiers, le rendement financier et la durabilité au Canada.

Dans le cadre de son programme sur les **marchés financiers et la durabilité**, la TRNEE a examiné la relation entre les marchés financiers, le rendement financier et la durabilité au Canada.

En favorisant un débat multilatéral d'envergure, neutre et indépendant sur l'investissement responsable<sup>1</sup> et sur la responsabilité des entreprises<sup>2</sup>, et en examinant les liens entre la durabilité (dans ses aspects environnementaux et sociaux) et le rendements financier au Canada, la TRNEE s'est posé deux questions clés :

- Existe-t-il un avantage financier pour les sociétés qui s'efforcent d'intégrer les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)?
- Est-ce que les gestionnaires de fonds récompensent l'application de telles mesures en décidant d'affecter des placements dans les marchés financiers?

Pendant une période de deux ans, la TRNEE a rencontré des représentants des secteurs public, privé



- 1 La TRNEE définit l'investissement responsable (IR) comme l'intégration des critères environnementaux et des critères sociaux, dans la mesure où ces derniers sous-tendent « le permis social d'exercer une activité », dans la prise de décisions en matière d'investissement.
- 2 La TRNEE définit la responsabilité des entreprises (RE) comme un examen des mêmes enjeux sociaux et environnementaux que l'IR, mais la RE traite de questions touchant la répartition du capital au sein de l'entreprise.



et de la société civile de l'ensemble du Canada dans le cadre d'une série de réunions et de consultations régionales des intervenants. Les rétroactions et conseils qui en ont résulté, en plus d'une série de documents d'information commandés ont aidé le groupe de travail de la TRNEE à élargir sa compétence et sa compréhension des obstacles et des occasions de

promouvoir et de récompenser la compétitivité, l'innovation et la durabilité dans le processus décisionnel d'investissement dans les entreprises du Canada.

Un rapport sur l'*État du débat*, comprenant les conclusions et recommandations de politiques du programme, a été publié en février 2007.

## Communications et publications

Au cours de l'année 2006–2007, la TRNEE a poursuivi ses efforts en vue de se faire reconnaître par les décideurs, les médias et le grand public comme un chef de file en ce qui concerne la communication de points de vue et d'analyses des objectifs quant aux répercussions environnementales et économiques des enjeux prioritaires. La TRNEE a publié *Conseils sur une stratégie à long terme en matière d'énergie et de changements climatiques pour le Canada* en juin 2006, de même qu'une note d'information intitulée *Éléments de politique internationale d'une Stratégie à long terme sur l'énergie et le changement climatique pour le Canada* en octobre 2006. La TRNEE a également ajouté un nouveau document à sa série de rapports intitulés *L'État du débat*. Ce nouveau document de la série, dont le titre est *Marchés financiers et durabilité: Investir dans un avenir durable*, a été publié à la Bourse de Toronto en février 2007.

La TRNEE a en outre bénéficié d'une couverture médiatique nationale importante tout au long de l'année relativement à plusieurs enjeux, dont l'énergie et le changement climatique, les marchés financiers, la taxation avec remise des véhicules et la pureté de l'air.

Le site Web de la TRNEE demeure un outil important de diffusion de renseignements clés aux

intervenants et à la population. Il s'agit de la source d'information primaire permettant de prendre connaissance des *Conseils sur une stratégie à long terme en matière d'énergie et de changements climatiques pour le Canada*, des *Éléments de politique internationale d'une Stratégie à long terme sur l'énergie et le changement climatique pour le Canada* et de divers documents de fond et d'études de cas préparés tout au long des activités de la TRNEE.

La bibliothèque virtuelle du site Web offre aux utilisateurs un accès facile à plus de 300 documents de la TRNEE qui traitent d'une gamme étendue de questions liées à l'environnement et à l'économie. Au cours du présent exercice financier, les rapports les plus demandés sont *Conseils sur une stratégie à long terme en matière d'énergie et de changements climatiques pour le Canada* et les rapports sur l'*État du débat*, tels que : *Les instruments économiques au service de la réduction à long terme des émissions de carbone d'origine énergétique*, *Les indicateurs d'environnement et de développement durable pour le Canada*, et *Marchés financiers et durabilité*.

Les publications de la TRNEE sont également commercialisées et distribuées par l'intermédiaire des **Éditions Renouf Limitée**, selon une formule de recouvrement partiel des frais.





## Perspectives d'avenir

### *Programme sur la Loi sur la qualité de l'air*

**Objectif :** *Conseiller le gouvernement fédéral en matière de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre (GES) à l'appui de son Programme réglementaire sur la qualité de l'air.*

À la demande du ministre de l'Environnement, la TRNEE donne des conseils au gouvernement fédéral en matière de polluants atmosphériques et d'émissions de gaz à effet de serre (GES), à l'appui du Programme de réglementation de la qualité de l'air du Canada.

À la suite de la publication d'une note d'information en juin 2006, la TRNEE a entamé l'étape suivante de ses activités sur les défis à long terme liés à l'énergie et au changement climatique. Une des conclusions principales de la note d'information est le « besoin urgent d'un engagement à long terme ». La TRNEE a élaboré des recommandations stratégiques sur le vaste engagement nécessaire pour réduire les émissions de GES dans l'ensemble des activités économiques et pour mettre en application son scénario pour 2050. Ces recommandations seront incluses dans l'analyse et les avis que la TRNEE présentera au ministre de l'Environnement à titre d'intervention dans le cadre de référence de l'avant-projet de *Loi sur la qualité de l'air*.

La TRNEE en est présentement à l'étape de la recherche pour ce programme. Conformément à ce qu'on lui a demandé, la TRNEE a présenté un rapport provisoire au ministre au printemps 2007 et elle publiera son rapport final à l'automne 2007.

### *Programme stratégique d'adaptation au changement climatique*

**Objectif :** *Examiner l'influence de la politique publique canadienne sur la façon dont nos communautés et secteurs économiques prévoient et gèrent les effets du changement climatique.*

Ce programme vise à examiner l'influence de la politique publique canadienne sur la façon dont nos communautés et secteurs économiques prévoient et gèrent les effets du changement climatique.

Le Programme stratégique d'adaptation au changement climatique de la TRNEE comporte trois objectifs :

- Présenter une description générale du rôle du gouvernement dans la promotion d'une saine adaptation par les secteurs, les communautés et les foyers canadiens, y compris la détermination des défis clés en matière de politique publique, et les possibilités d'intervention en ce qui a trait aux conséquences du changement climatique au Canada.
- Déterminer et décrire les domaines de politique gouvernementale (ici en relation avec assurance) qui ont une importance stratégique dans l'intégration des conséquences du changement climatique aux pratiques de gestion des risques pour les secteurs potentiellement touchés de l'économie canadienne.
- Mener une évaluation sur la façon dont les mécanismes clés de l'un ou de plusieurs des domaines stratégiques cernés (ici assurance) pourraient être adaptés, renforcés et mieux structurés afin de permettre une intégration optimale du changement climatique en tant que question de gestion des risques dans le but de favoriser le renforcement de la capacité d'adaptation, et une saine adaptation dans l'ensemble de la société canadienne.

Étant donné le caractère soutenu et grave des conséquences du changement climatique dans le Nord canadien, le Programme sera d'abord axé sur la région



« au nord du 60<sup>e</sup> parallèle ». De même, il se concentrera principalement sur l'infrastructure physique (conception, planification, financement, construction, utilisation, entretien, désaffectation, etc.) et sur la gestion des risques liés aux conséquences du changement climatique.

Alors que les effets du changement climatique s'intensifient, la politique publique à l'appui de la préparation du Canada demeure insuffisante. Tous les ordres de gouvernement devront jouer divers rôles

pour résoudre cette situation. En tant qu'organisme national plutôt que fédéral, la TRNEE est bien placée pour donner des conseils intergouvernementaux afin de relever ce défi.

Au terme de sa phase initiale, l'équipe du Programme formulera des recommandations relatives à ces trois domaines de politique stratégique. Une deuxième phase, qui débutera en 2008, concentrera sa recherche sur l'infrastructure du Sud du Canada.

## Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

### Énoncé de la responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2007

---

L'objectivité et l'intégrité des états financiers ci-joints de l'exercice terminé le 31 mars 2007 ainsi que de toute l'information contenue dans ce rapport relève de la responsabilité de la direction de la TRNEE. La direction a préparé les états financiers conformément aux conventions comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, lesquelles sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public et aux instructions de fin d'exercice émises par le Bureau du contrôleur général.

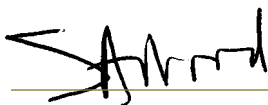
La direction assure l'objectivité et l'intégrité de l'information qui figure dans les présents états financiers. Certaines informations sont fondées sur les meilleures estimations et le jugement de la direction à cet égard, en tenant compte de l'importance de ces informations. Afin de s'acquitter de ses responsabilités en matière de responsabilisation et de reddition de compte, la direction tient des registres comptables dans le cadre d'une comptabilisation centralisée des opérations financières réalisées par la TRNEE. L'information financière déposée auprès des *Comptes publics du Canada* et consignée dans le *Rapport ministériel sur le rendement* de la TRNEE concorde avec celle figurant dans les présents états financiers.

La direction maintient un système de gestion financière et de contrôle interne conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés, que les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à ses règlements, qu'elles sont effectuées dans le cadre des pouvoirs consentis par le Parlement, et dûment comptabilisées afin d'assurer une reddition de compte effective à l'égard des fonds publics. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données qui figurent dans les états financiers en procédant avec soin à la sélection, la formation et au perfectionnement d'un personnel qualifié, en adoptant des mesures organisationnelles qui assurent une séparation appropriée des responsabilités, et en créant des programmes de communication qui ont pour but d'assurer que les règlements, les politiques, les normes et les pouvoirs de gestion soient compris par tous les employés et membres de la TRNEE.

Les états financiers de la TRNEE ont été vérifiés par la vérificatrice générale du Canada, le vérificateur indépendant du gouvernement du Canada.

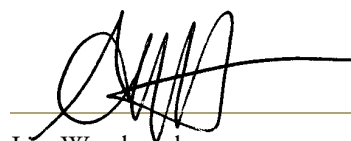
Approuvé par :

Le président et  
premier dirigeant par intérim,



Alexander Wood

La directrice des opérations,



Lisa Woodward

Ottawa, Canada  
Le 13 juillet 2007



Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie  
**Rapport annuel 2006–2007**

## Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

### État de la situation financière

31 mars

	2007	2006
	\$	\$
<b>ACTIF</b>		
<b>Actifs financiers</b>		
Somme à recevoir du Trésor	530 825	549 778
Créances (note 4)	148 465	59 392
	679 290	609 170
<b>Actifs non financiers</b>		
Stock de publications aux fins de revente	25 426	21 144
Charges payées d'avance	49 483	13 506
Immobilisations corporelles (note 5)	203 426	206 706
	278 335	241 356
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	957 625	850 526
<b>PASSIF ET AVOIR DU CANADA</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 6)	746 432	693 279
Avantages sociaux futurs (note 7)	192 309	186 353
	938 741	879 632
<b>AVOIR DU CANADA</b>	18 884	(29 106)
<b>TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR DU CANADA</b>	957 625	850 526

Obligations contractuelles (note 8)

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

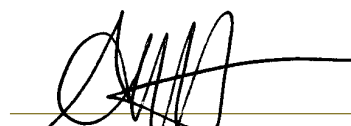
Approuvé par :

Le président et  
premier dirigeant par intérim,



Alexander Wood

La directrice des opérations,



Lisa Woodward

## Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

### État des résultats

Exercice terminé le 31 mars

	2007	2006
	\$	\$
<b>CHARGES</b>		
<b>Charges d'exploitation</b>		
Salaires et avantages sociaux	2 155 820	2 477 444
Services professionnels et spéciaux	1 275 982	1 965 909
Location	426 391	424 763
Transports et communications	290 881	279 941
Publications	213 070	238 870
Amortissement des immobilisations corporelles	107 580	87 782
Mobilier et matériel	50 706	52 886
Réparations et entretien	45 128	62 160
Services publics, fournitures et approvisionnements	35 233	28 501
	4 600 790	5 618 256
<b>Comité exécutif</b>		
Frais de déplacement et de séjour	20 284	32 833
Honoraires des membres	17 958	22 024
	38 241	54 857
<b>Autres comités</b>		
Frais de déplacement et de séjour	76 298	213 766
Honoraires des membres	83 714	182 291
	160 012	396 057
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	4 799 044	6 069 170
<b>REVENUS</b>		
Financement reçu d'autres ministères (note 3)	20 000	25 405
Produit de l'assurance	2 674	-
Vente de publications	858	2 894
Divers	387	-
<b>TOTAL DES REVENUS</b>	23 919	28 299
<b>COÛT D'EXPLOITATION NET</b>	4 775 125	6 040 871

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

## Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

### *État de l'avoir du Canada*

Exercice terminé le 31 mars

	2007	2006
	\$	\$
Avoir du Canada en début d'exercice	(29 106)	72 101
Coût d'exploitation net	(4 775 125)	(6 040 871)
Services reçus gratuitement (note 3)	413 484	412 950
Variation nette de la somme à recevoir du Trésor	(18 953)	209 148
Encaisse nette provenant du gouvernement	4 428 584	5 317 566
Avoir du Canada en fin d'exercice	18 884	(29 106)

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.



## Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

### État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars

	2007	2006
	\$	\$
<b>Activités d'exploitation</b>		
Coût d'exploitation net	4 775 125	6 040 871
Éléments hors trésorerie inclus dans le coût d'exploitation :		
Moins : Amortissement des immobilisations corporelles	(107 580)	(87 782)
Services reçus gratuitement	(413 484)	(412 950)
Variations de l'état de la situation financière		
Augmentation des créances	89 073	16 710
Augmentation du stock de publications aux fins de revente	4 282	6 401
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	35 977	(24 939)
Augmentation des créditeurs et charges à payer	(53 153)	(229 798)
Augmentation des avantages sociaux futurs	(5 956)	(31 571)
Besoins de trésorerie pour les activités d'exploitation	4 324 283	5 276 942
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	104 301	40 624
Besoins de trésorerie pour les activités d'investissement en immobilisations	104 301	40 624
<b>Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada</b>	<b>4 428 584</b>	<b>5 317 566</b>

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

## Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

### Notes afférentes aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2007

---

#### 1. Pouvoirs et objectif

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE), constituée en 1994 en vertu de la *Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie*, est un établissement public aux termes de l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. La TRNEE atteint son objectif de promotion du développement durable et d'intégration de l'environnement et de l'économie dans la prise de décisions dans tous les secteurs en réalisant des études, en organisant des « dialogues » d'intervenants au niveau multilatéral sur des sujets précis et dans certains secteurs économiques, en formulant des conseils, en menant des activités d'éducation et de communications, et en servant de catalyseur du changement. Ses charges d'exploitation sont financées principalement par une autorisation budgétaire annuelle et, dans une moindre mesure, par le recouvrement et le partage des frais de certaines activités. Les avantages sociaux sont conformes aux autorisations législatives appropriées. La TRNEE n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

#### 2. Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du Secrétariat du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public et aux directives de fin d'exercice émises par le Bureau du contrôleur général. Les principales conventions comptables sont :

##### a) Crédits parlementaires

La TRNEE est financée en majeure partie par le gouvernement sous forme de crédits parlementaires. Les crédits consentis à la TRNEE ne correspondent pas à la présentation établie selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, étant fondés dans une large mesure sur les besoins de trésorerie. Ainsi, les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux pourvus par les crédits parlementaires. La note 9 présente un rapprochement général entre les deux méthodes de rapports financiers.

##### b) Somme à recevoir du Trésor

La TRNEE exerce ses activités à même les fonds du Trésor qui est administré par le receveur général du Canada. Toutes les rentrées de fonds de la TRNEE sont déposées dans le Trésor et tous les débours faits par la TRNEE proviennent du Trésor. La somme à recevoir du Trésor représente le montant d'encaisse que la TRNEE a le droit de tirer du Trésor sans autres crédits parlementaires, afin de s'acquitter de ses obligations.

##### c) Revenus

Les revenus sont comptabilisés dans l'exercice où survient l'opération ou l'événement sous-jacent dont les revenus découlent. Les revenus reçus mais non encore gagnés sont présentés à titre de revenus reportés.

**d) Charges**

Les charges sont comptabilisées selon les principes de la comptabilité d'exercice :

- Les indemnités de départ sont comptabilisées à mesure qu'elles sont gagnées par les employés et calculées en fonction du temps de travail réellement effectué pour la TRNEE par les employés aux fins du calcul des indemnités de départ devant leur être versées au moment de leur cessation d'emploi. Ces indemnités de départ constituent pour la TRNEE la seule obligation de cette nature dont le règlement entraînera des paiements au cours des prochains exercices.
- La paie de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés à mesure que l'employé a droit à ces avantages en vertu des modalités de leur contrat de travail respectif.
- Les cotisations au Régime de retraite de la fonction publique sont passées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées et représentent l'ensemble des obligations de la TRNEE envers ce régime. En vertu des dispositions législatives actuelles, la TRNEE n'est pas tenue de verser des cotisations relativement à une insuffisance actuarielle du Régime de retraite de la fonction publique, le cas échéant.
- Les services reçus gratuitement d'autres ministères sont comptabilisés à titre de charges à leur coût estimatif. Une somme correspondante est directement créditée à l'avoir du Canada.

**e) Créances**

Les créances sont présentées en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour tous les comptes où le recouvrement est incertain.

**f) Stock de publications aux fins de revente**

Le stock de publications aux fins de revente de la TRNEE est vendu par un distributeur indépendant. Ce distributeur a droit à une commission de 50 p. 100 du prix de vente de chaque publication vendue. Le stock aux fins de revente est évalué à sa valeur de réalisation nette, toujours inférieure au coût.

**g) Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles dont le coût d'acquisition est de 2 000 \$ ou plus sont capitalisées au coût et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative. La vie utile estimative de chaque catégorie d'immobilisations se présente comme suit :

Catégorie de biens	Vie utile
Améliorations locatives	Le moindre de la durée du bail, et 10 ans
Matériel informatique et logiciels achetés	3 ans
Mobilier et matériel	10 ans

**h) Incertitude relative à la mesure**

La préparation des présents états financiers conformément aux conventions comptables du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public et aux directives de fin d'exercice émises par le Bureau du contrôleur général, exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur le montant déclaré de l'actif, du passif, des revenus et des charges dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables.

Les éléments les plus importants sur lesquels des estimations sont faites sont la vie utile des immobilisations corporelles, la réduction de la valeur et les radiations du stock de publications aux fins de revente, et les indemnités de départ. Les résultats réels pourraient différer des estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision périodique et les rajustements, le cas échéant, sont portés aux états financiers de l'exercice durant lequel ils sont relevés.

**3. Opérations entre apparentés**

La TRNEE est une propriété commune du gouvernement du Canada, comme tous les ministères et les sociétés d'État. La TRNEE effectue des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon les modalités commerciales usuelles, à l'exception des services reçus gratuitement.

La TRNEE a engagé des charges avec des apparentés, totalisant 1 226 745 \$ (2006 - 951 625 \$), dont 413 484 \$ (2006 - 412 950 \$) pour des services reçus gratuitement. Les services reçus gratuitement comprennent 367 484 \$ (2006 - 368 450 \$) pour la location de locaux, 44 000 \$ (2006 - 42 500 \$) pour des services de vérification, et 2 000 \$ (2006 - 2 000 \$) pour des services d'administration de la paie. Les revenus tirés d'apparentés ont totalisé 20 000 \$ (2006 - 25 405 \$) pour des événements à frais partagés organisés par la TRNEE.

**4. Créances**

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Autres ministères	146 819	12 179
Tiers	1 646	47 213
<b>Total des créances</b>	<b>148 465</b>	<b>59 392</b>

**5. Immobilisations corporelles**

	Coût au 31 mars 2006	Acquisitions	Cessions	Coût au 31 mars 2007
Améliorations locatives	280 301	2 014	–	282 315
Matériel informatique et logiciels achetés	242 389	102 287	–	344 676
Mobilier et matériel	180 191	–	–	180 191
	<b>702 880</b>	<b>104 301</b>	<b>–</b>	<b>807 181</b>

	Amortissement de l'exercice	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette au 31 mars 2007	Valeur comptable nette au 31 mars 2006
Améliorations locatives	45 979	223 021	59 293	103 259
Matériel informatique et logiciels achetés	40 102	246 185	98 491	36 306
Mobilier et matériel	21 499	134 549	45 642	67 141
	<b>107 580</b>	<b>603 755</b>	<b>203 426</b>	<b>206 706</b>

**6. Crédoiteurs et charges à payer**

	2007	2006
Fournisseurs	714 811	538 211
Autres ministères	31 621	155 068
Total des crédoiteurs et charges à payer	746 432	693 279

**7. Avantages sociaux futurs****a) Indemnités de départ**

Les indemnités de départ sont calculées en fonction du temps de travail réellement effectué pour la TRNEE. L'obligation de la TRNEE au titre des indemnités de départ, y compris la tranche à court terme s'établit à 192 309 \$ (2006 - 186 353 \$). Le montant comptabilisé au titre des salaires et avantages sociaux au cours de l'exercice était de 21 262 \$ (2006 - 33 554 \$) et le montant payé a été de 15 306 \$ (2006 - 1 983 \$).

**b) Prestations de retraite**

Les cotisations de la TRNEE au Régime de retraite de la fonction publique au cours de l'exercice se sont élevées à 216 892 \$ (2006 – 290 159 \$), et les cotisations des employés au montant de 91 966 \$ (2006 – 82 668 \$) sont comptabilisées au titre des salaires et avantages sociaux pour l'exercice visé et correspondent au coût total en vertu du Régime.

**8. Obligations contractuelles**

De par leur nature, les activités de la TRNEE peuvent résulter en la conclusion de contrats pluriannuels importants et d'autres obligations en vertu desquelles la TRNEE serait appelée à verser des sommes lorsque les services visés auront été rendus. Les obligations contractuelles peuvent raisonnablement être estimées comme suit :

	2008	2009	2010	2011 et après	Total
Contrat de location-exploitation	21 085	15 300	12 916	9 786	59 087

**9. Crédits parlementaires**

La TRNEE est essentiellement financée par le gouvernement du Canada au moyen de crédits parlementaires, qui sont surtout fondés sur les besoins de trésorerie. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen de crédits parlementaires qui ont été autorisés dans des exercices précédents, ou qui le seront dans des exercices futurs. En conséquence, les résultats d'exploitation nets de la TRNEE diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement des écarts.

**a) Rapprochement du coût d'exploitation net et du total des crédits parlementaires utilisés :**

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Coût d'exploitation net	4 775 125	6 040 871
Produit de la vente de publications en conformité avec le paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	858	2 894
Rajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût d'exploitation net, mais sans incidence sur les crédits :		
Amortissement de immobilisations corporelles	(107 580)	(87 782)
Services reçus gratuitement	(413 484)	(412 950)
Financement reçu d'autres ministères	20 000	25 405
Autres revenus	3 061	–
	(498 004)	(475 327)
Variations dans les comptes ayant une incidence sur le coût d'exploitation net, mais sans incidence sur les crédits :		
Congés annuels et temps compensatoire	4 228	16 630
Augmentation (diminution) des avantages sociaux futurs	5 956	(31 571)
TPS incluse dans le passif	(16 140)	16 372
	(5 956)	1 431
Rajustements pour les éléments sans incidence sur le coût d'exploitation net, mais ayant une incidence sur les crédits :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	104 301	40 624
Augmentation du stock des publications destinées à la revente	4 282	6 401
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	35 977	(24 939)
	144 559	22 086
Crédits de l'exercice utilisés	4 416 583	5 591 955

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie  
Rapport annuel 2006–2007

**b) Rapprochement des crédits parlementaires approuvés et utilisés :**

	2007	2006
Crédit parlementaire – approuvé :		
Crédit 25 – Dépenses de fonctionnement	4 831 354	5 244 888
Crédits statutaires :		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux	441 000	439 000
Frais de production de publications à des fins de revente	858	2 894
	5 273 212	5 686 782
Moins : Crédits non utilisés – fonctionnement	(856 629)	(94 827)
Total des crédits utilisés	4 416 583	5 591 955

**c) Rapprochement de l'encaisse nette fournie par le gouvernement et des crédits parlementaires utilisés :**

	2007	2006
Encaisse nette fournie par le gouvernement	4 428 584	5 317 566
Produit de la vente de publications en conformité avec le paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	858	2 894
Rajustements pour les éléments sans ayant une incidence sur l'encaisse nette fournie par le gouvernement, mais sans incidence sur les crédits :		
Financement reçu d'autres ministères	20 000	25 405
Autres revenus	3 061	–
	23 061	25 405
Rajustements pour les éléments sans incidence sur l'encaisse nette fournie par le gouvernement, mais ayant une incidence sur les crédits :		
Variation des créances	(89 073)	(16 710)
Variation des créditeurs et des charges à payer	53 153	262 800
	(35 920)	246 090
Crédits de l'exercice utilisés	4 416 583	5 591 955